



QUITO : UN ENVIRONNEMENT SOCIALEMENT DISPUTÉ

POINT DE VUE DES UNS ET HABITAT DES AUTRES

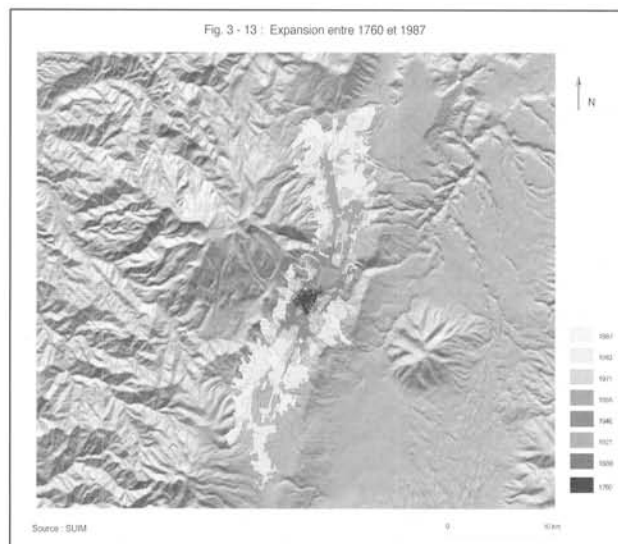
En Equateur, les autorités et la population affichent une très grande sensibilité aux questions environnementales. La notion de développement durable a été inscrite dans la constitution à l'initiative de parlementaires de la capitale. Quito a déjà une réelle tradition planificatrice tant de la part de l'Etat que de la municipalité (Carrion, 1992). Le site de la ville contribue à enrichir le débat. Pour qui atterrit dans la capitale de l'Equateur, la vision est spectaculaire. Sise sur un gradin au pied du massif volcanique du Pichincha, Quito étale ses 1.5 million d'habitants (hors agglomération) sur trente kilomètres du Nord au Sud, bordée à l'est par un escarpement de failles et couronnant les versants du Pichincha. Ces derniers connaissent depuis plus de trente ans une forte urbanisation. Or, ces versants dominant la ville sont depuis soixante ans considérés par la municipalité et l'Etat comme une réserve écologique, un « patrimoine naturel » à préserver et sur lequel les constructions sont à proscrire. Ainsi, la préservation de ces versants prônée par les acteurs de la planification se heurte aux pratiques d'occupation d'une partie de la population.

Les versants boisés et leur urbanisation

L'ensemble des versants entourant la ville est sujet à occupation. Cependant, le débat sur la relation entre préservation de l'environnement et croissance urbaine s'est focalisé sur les versants du Pichincha et plus particulièrement sur les versants nord-occidentaux de la ville. Vers 2860 mètres d'altitude, une rocade, l'avenue Occidentale, crée une coupure sur les flancs du massif. En aval, du centre moderne à l'aéroport, le pied des versants est occupé par des quartiers résidentiels de classe moyenne et moyenne supérieure et des secteurs de services. Globalement, les quartiers en amont de la rocade sont populaires et pauvres, pour certains hors des limites légales de la ville. Juridiquement, ce sont des *asentamientos de hecho* c'est-à-dire des lotissements construits sans permis dont les terrains sont achetés à des trafiquants de foncier. L'archétype de l'occupation illégale et pauvre des versants est symbolisée par l'invasion de Atucuchu.

Ce quartier trône sur une colline à 3100 mètres d'altitude au nord de la ville, présentant un relief dénudé et couverte de maisons misérables. A la différence des *asentamientos de hecho*, l'invasion est l'occupation pure et simple de terrains appartenant au domaine public. Le quartier El Bosque est une exception à ce schéma. Situé au-dessus de l'avenue Occidentale, c'est un centre moderne à échelle réduite : ses immeubles de luxe, de verre et d'acier sont organisés autour d'un des plus grands centres commerciaux de la ville.

Quito comme la plupart des métropoles du tiers-monde connaît une croissance démographique et spatiale forte depuis le milieu du siècle. La croissance devient explosive dans les années soixante-dix : entre les recensements de 1974 et de 1982, la population de la ville croît de 144 % (+ 4,7 % par an) et l'espace



urbanisé de 15 % par an en moyenne (figure 1). Cette dynamique poursuit un mouvement historique de forte croissance spatiale qui est sans commune mesure avec la croissance démographique. En effet, alors que depuis 1950, la population citadine a été multipliée par sept, l'espace urbain a vu sa superficie multipliée par onze et donc la densité passer de 115 hab/ha à 75 hab/ha. Cette expansion touche prioritairement le nord de la ville et se double dans les années soixante-dix d'une croissance sur les versants.

Ce sont eux qui connaissent avec les paroisses

Quito : un environnement socialement disputé

suburbaines du plateau interandin les croissances les plus fortes. Elles vont de 5 à 15% par an en moyenne. Les nouveaux quartiers se développent ainsi en périphérie : entre 1986 et 1994, 53% des nouvelles constructions de la zone nord sont réalisées en dehors des limites urbaines de 1987 (Metzger, 1996). De fait, plus d'un tiers de la surface intra-urbaine est composé de terrains vagues dont les propriétaires ne souhaitent pas la construction.

Les constructions se développent indépendamment de la topographie en fonction des intérêts fonciers et des besoins en logements, dans une spéculation effrénée où ravins, coteaux, talus sont indifféremment vendus (Achig, 1986). L'étude du bassin de la Rumihurcu, au nord-ouest de la ville (Sierra, Metzger, 1997) est exemplaire et montre comment le démembrement de deux *haciendas* à partir de 1957 multiplie les propriétaires et les logiques foncières. La terre change de statut, passant d'un bien patrimonial privé à un bien marchand. La réforme agraire qui est une réponse donnée aux inégalités foncières donne aux *huasipungueros* (manouvriers) des terrains dès 1962 qui vont être construits puis parcellisés en fonction des héritages. La vente d'une partie des *haciendas* à deux propriétaires privés dans les années soixante-dix ouvre la voie à la réalisation de huit lotissements de 1978 à 1996. La logique de ces propriétaires est en effet d'acheter des terres agricoles à bas prix et de les revendre par lots à une population pauvre qui ne trouve pas de terrains

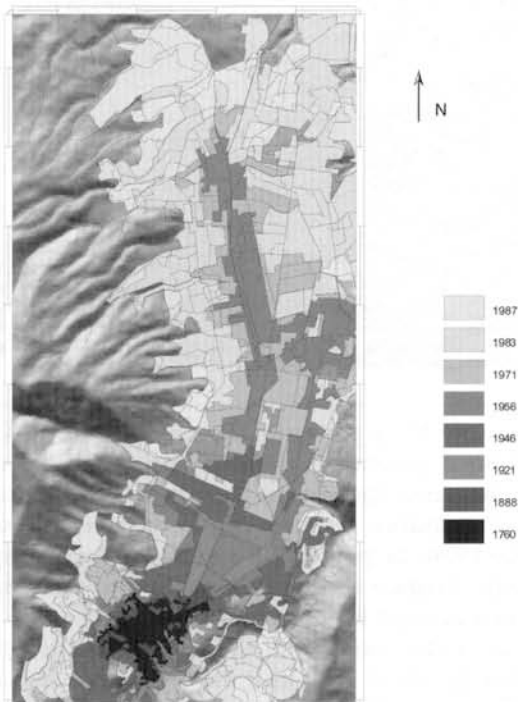
constructibles dans le marché légal et pour qui l'acquisition d'une terre est un élément d'ascension sociale. Les lots sont progressivement construits, divisés, les maisons agrandies, au fur et à mesure de l'arrivée à l'âge adulte des enfants et de la venue de parents collatéraux partant de la province.

La croissance naturelle et l'exode rural des années soixante-soixante-dix ont provoqué des besoins urgents de logement. Les recompositions urbaines expliquent également la pression sur les versants : le centre historique a été progressivement vidé de ses activités et de sa population. Dès la fin des années cinquante, la classe moyenne et supérieure s'est installée dans des lotissements au nord de la ville, suivie des activités à forte centralité (banques, sièges sociaux d'entreprise, administrations) (Godard, 1989). Une partie de la population des versants vient des taudis du centre dont ils furent délogés. Le Quito



versant sud © A.S.-

Fig 3 - 13 b : Expansion urbaine sur les versants nord-occidentaux



source : SUIM

logement est d'autant plus problématique que le marché locatif est peu développé et s'adresse prioritairement à une clientèle fortunée. Ainsi, la recherche de logement, la revendication d'un droit à l'accession à la propriété, le déplacement du marché de l'emploi et des services vers le Nord, le développement de moyens de transports, l'absence d'offre à l'intérieur du périmètre urbain et le lotissement illégal de terres bon marché en périphérie ont nourri l'occupation illégale des versants nord-occidentaux (figure 2). Jusque dans les années quatre-vingt, la limite de constructibilité se situe à 2860 mètres. Largement débordée le long de cette décennie, cette limite légale est remontée pour pouvoir intégrer les quartiers existants et tenter d'établir une nouvelle limite ferme à 2960 mètres environ. Deux ordonnances de 1989 et 1990 tentent alors d'intégrer ces installations marginales et de limiter la croissance urbaine. Cependant de nouveaux quartiers sont apparus hors des nouvelles limites légales.

Une ceinture de protection de la ville

Cette illégalité traduit en fait la contradiction entre ce processus d'occupation des versants et la représentation véhiculée par une élite urbaine sur ce que doit être la forme et le développement de la ville. Par élite, il faut

entendre ici les élus et les administrateurs municipaux et une partie des milieux socio-professionnels qui leur sont proches. Les travaux des experts de la planification, les articles de presse, les ouvrages, les témoignages historiques et les enquêtes révèlent leur vision des versants.

Les versants du Pichincha sont visibles de l'ensemble de la ville. Ils représentent à la fois un repère pour les habitants et le décor immuable de l'histoire de la ville. Ils forment un lien entre les origines mythiques de Quito suite à un déluge et la ville actuelle. C'est sur les versants et non au cœur de la dépression que se trouve le site originel de la ville. La ville n'était pas sur les plus fortes pentes mais ce site original permet de relativiser l'idée constamment véhiculée par les autorités que les versants sont impropres à la construction. Ces versants chargés de symboles historiques (la bataille indépendantiste du Pichincha) voire mythiques sont largement anthropisés depuis le XIX^{ème} siècle : les eucalyptus qui les recouvrent jusque vers 3800 mètres ont été plantés à partir de la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle ; au-delà, les versants sont utilisés par les pâtres, les militaires et les randonneurs. Pourtant, les versants représentent toujours la « nature » héritée et à protéger.

Guillermo Jones-Odrizola, architecte uruguayen formé à l'école française d'urbanisme avait été engagé par les autorités quiténiennes à la fin des années 30 pour réaliser un plan d'aménagement de la ville. Remis en 1942, son texte s'ouvre sur une description lyrique de Quito dans laquelle les versants représentaient une aire de détente (Jones-Odrizola, 1942). Il a recommandé de ne pas construire sur les versants. Son plan, référence initiale de la planification urbaine, assigne alors aux versants une fonction récréative et paysagère. Ils doivent être le support d'un « grand parc populaire » incluant quelques petits hôtels dont les terrasses seraient autant de « miradors de repos ». La nature est au service d'une conception particulière de l'esthétique urbaine : les versants représentent un paysage vert, décor en toile de fond de la ville. Les références religieuses ponctuent le discours, les versants étant un « temple de la Nature » qu'il faut maintenir sans construction, coûte que coûte, y compris par des expropriations.

Les plans ultérieurs font des versants une zone naturelle inconstructible justifiée par une vision naturaliste, bucolique et décorative. En 1976, la municipalité classe les versants pour « défendre le paysage de Quito¹ » et « maintenir le paysage naturel de Quito ». Les professionnels du tourisme insistent sur l'intégrité de ces versants, source d'identité. Aussi, les versants semblent avoir été « patrimonialisés » au même moment où la ville coloniale devenait la deuxième ville au monde classée patrimoine historique de l'humanité par l'UNESCO (1979). Cependant, tout comme le centre historique n'est un patrimoine que pour ceux qui sont extérieurs au centre, particulièrement les institutions internationales et une élite (Peyronnie, 1999), ce sont les

populations vivant en aval des versants, les autorités politiques et administratives de la ville, certains acteurs (architectes, professionnels du tourisme...) qui considèrent les versants comme un patrimoine inviolable.

Progressivement, par la présence des bois, la représentation de ces flancs montagneux est devenue celle d'un immense espace vert dominant la ville. Ils sont au sommet d'une hiérarchie qui inclurait les parcs périurbains (Metropolitano), les parcs intra-urbains (Carolina, Ejido, Alameda), les jardins publics et les squares de quartiers et enfin les parterres bordant les avenues. Or, les espaces verts sont la pierre angulaire des politiques environnementales à Quito depuis les années soixante-dix. Décor de la ville, les versants boisés représentent alors le premier « poumon » de la ville. Les articles des années soixante-dix et quatre-vingt le montrent : le bois d'eucalyptus a pour vocation assignée de « recycler l'air », le « purifier », le « dépolluer » même si aucune mesure de la qualité de l'air ne peut évaluer ce rôle. Ces versants boisés et inconstructibles apparaissent comme un élément de développement durable dans la mesure où ils préviennent les risques sanitaires et environnementaux : « les parcs et jardins constituent un espace de défense de la santé individuelle et collective² ». Alors que l'air de la ville apparaît vicié par les activités urbaines, c'est au bois de le rendre sain. Il devient ainsi « source de protection et de rénovation environnementale³ ». Protéger l'environnement, c'est empêcher le déboisement. C'est pourquoi, tous les plans et les règlements urbains tentent, au mieux d'empêcher, au pire de limiter et de canaliser, l'expansion urbaine sur les versants.

Des espaces verts pour les citadins

Dès 1975, les autorités municipales et gouvernementales envisagent de créer une zone de protection sur les versants du Pichincha. C'est le projet « anillo verde » élaboré par les techniciens de la municipalité qui actualise les orientations des plans urbains de 1942 et de 1967. Il prévoit une utilisation agro-sylvestre du sol mais également ludique et touristique sur une zone de 4 à 5 kms de largeur.

L'objectif est double :

- protéger et préserver l'environnement et le paysage des versants. Les bâtiments des anciennes *haciendas* doivent être conservés. En bas des versants, « l'anneau vert » doit se prolonger au sein de la ville par des ramifications de jardins et d'avenues arborées considérés comme autant de « poumons » et d'espaces de détente et de loisir.

1. Titre de *Ultimas Noticias* du 26/02/1976 et du 12/05/1976

2. *Ultimas Noticias*, 05/05/1978

3. *Ultimas Noticias*, 08/07/1976

• maîtriser la croissance spatiale de Quito. Cette aire doit globalement servir de protection pour la ville, sans vraiment déterminer quels étaient les dangers.

Pour les responsables de la planification municipale de l'époque, la ville est un lieu « inhospitalier », « inhumain » et « artificiel » dans lequel les espaces verts ont un rôle équilibrant. Les préoccupations écologiques rejoignent ainsi le souci de contrôler la croissance urbaine et la maîtrise du territoire dans une vision misanthrope de l'environnement naturel. La peur d'une ville qui envahit tout sous-tend les projections alarmistes : les planificateurs de 1975 prévoient 2,3 millions d'habitants en 1995 alors qu'à cette date la ville n'en compte au final « que » 1,4 millions. Les objectifs du projet sont d'autant plus intéressants qu'ils correspondent à une vision très contemporaine de ce que doit être la ville durable : une ville à la forme clairement identifiée, plutôt compacte au sein de limites claires, évitant toute périurbanisation anarchique (Camagni, Gibelli, 1997, Sauvez, 2001).

Pendant l'occupation des versants par la population pauvre commence à être visible et inquiète les planificateurs. La loi sur les ceintures vertes est proposée sous couvert de protection du paysage et de l'air. Mais tant la municipalité que l'Etat souhaitent créer la « ceinture verte » pour empêcher les invasions sur les collines et les versants. Déforestation, urbanisation et respect de la planification sont ainsi étroitement mêlés dans les discours. La représentation salvatrice de la forêt perdure bien que la presse soit déjà le relais d'avertissements scientifiques sur les méfaits de l'eucalyptus et du pin, les deux essences utilisées pour le reboisement du Pichincha ce qui montre que le reboisement suit un autre objectif : la constitution d'un décor vierge de constructions. Le nouveau plan d'urbanisme (Plan Quito, 1981) programme ainsi une réserve écologique sur la « frange occidentale de la ville ».

Le « *bosque protector* » et l'argument du risque naturel

La « ceinture verte » devient dans les années quatre-vingt une ceinture de protection, le *bosque protector*. Celui-ci est consacré par la loi sur la forêt de 1981 qui permet au gouvernement de classer comme « bois protecteur », une aire dont les caractéristiques constituent une défense des ressources naturelles, d'ouvrages d'intérêt public et de l'environnement⁴. C'est ce qui est fait à Quito en juin 1983.

Dans les discours officiels, la forêt des versants n'est plus seulement un poumon et un espace vert pour la ville mais également une protection contre les inondations et les crues boueuses. Avec l'hiver 1982-83, Quito est présentée comme une ville vulnérable, menacée par ces aléas. Les articles mettant en garde

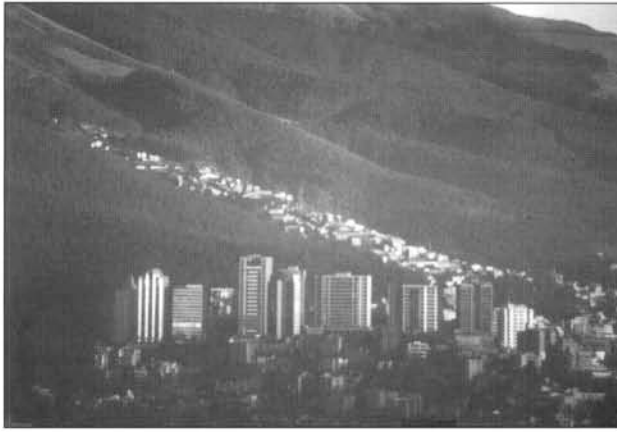
contre la déforestation et l'urbanisation des versants, les déclarations alarmistes d'universitaires ou d'ingénieurs civils se multiplient. Durant toutes ces semaines les autorités incriminent les occupations illégales. Le 3 janvier 1983, une crue boueuse fait trois victimes dans un quartier du nord-ouest de la ville. Cet accident est exceptionnellement médiatisé et fait l'objet d'un débat politique. Le maire demande des fonds au gouvernement et la déclaration de l'état d'urgence. Au Congrès, un député architecte demande de s'unir au-delà des clivages pour adopter un projet de loi sur le « Cordon vert de Quito ». L'argument est clair : « cette tragédie ne doit pas nous surprendre puisque le problème se trouve dans la croissance urbaine le long de la frange occidentale. Celle-ci ne peut être contrôlée qu'au travers de la réalisation d'une ceinture verte et la confection d'un plan géotechnique de la ville⁵ ». Le bois est donc représenté clairement comme une enceinte au-delà de laquelle la ville ne peut sortir et derrière laquelle elle sera protégée des agressions à la fois de la nature et des hommes vivant dans les quartiers périphériques. La déclaration de l'état d'urgence (3 mai) et le décret créant le *bosque protector* du Pichincha (8 juin) confirment ce souci.

La mise en exergue du risque d'origine naturelle est un tournant. Elle montre les préoccupations pour le futur, idée reprise dans la notion de développement durable. Le risque est en effet la probabilité ou la possibilité qu'il y ait un accident. Quito est certes soumise à de nombreux aléas naturels (volcanisme, séismes, mouvement de masse, crues). Mais en aucun cas, l'occupation illégale des versants nord-occidentaux ne peut être incriminée. En effet, les crues boueuses ont toujours existé. Les années cinquante en connurent beaucoup alors qu'il n'y avait aucune occupation de ces versants. Les crues boueuses actuelles se déclenchent par la conjonction de dynamiques réellement naturelles (Perrin et al., 2000). L'existence de risques, notion majeure dans l'idée de développement durable, apparaît alors comme un argument supplémentaire dans une logique plus ancienne de maîtrise de la croissance urbaine (Sierra, 2000).

Cette idée se confirme par la position contradictoire de la municipalité qui elle-même mène des actions participant à l'expansion urbaine sur les versants. Suite aux accidents, le réseau d'égouts est ainsi prolongé vers l'amont et la construction de la voie périphérique (avenue Occidentale) se poursuit au même rythme ce qui rend accessibles de nouveaux terrains. Cette voie représentait à l'origine une autre ceinture qui aurait dû fixer la limite de la ville. Mais en 1982, la municipalité transgresse elle-même cette limite légale en autorisant travaux de nivellement et le remblayage de

4. Ley forestal y de conservación de áreas naturales y vida silvestre, n°064 du 24 août 1981, décret d'application n°436 du 22 février 1982

5. El Comercio, le 20/01/83



Le Bosque à Quito © A.S.-

deux la construction du quartier El Bosque qui inclue des *quebradas*. Arbitrairement, la municipalité a relevé la limite de constructibilité à 2950 mètres. Dans ce quartier, la vue est particulièrement dégagée, orientée vers l'Est, ouverte sur les Andes et la ville, à proximité de l'aéroport et du centre d'affaires. L'expansion urbaine est ainsi considérée comme pertinente à condition qu'elle soit planifiée et qu'elle réponde à certains canons. Certaines opinions « éclairées » vont même jusqu'à réserver l'occupation des versants aux populations aisées comme en témoigne l'historien-géographe quiténien Nelson Gomez dans son ouvrage de référence repris dans un livre destiné aux scolaires : « il est préférable d'assigner ces sols pour les quartiers bourgeois car ils ont les moyens de réaliser une belle architecture qui corresponde au relief » (Gomez, 1997).

La peur d'invasions durables

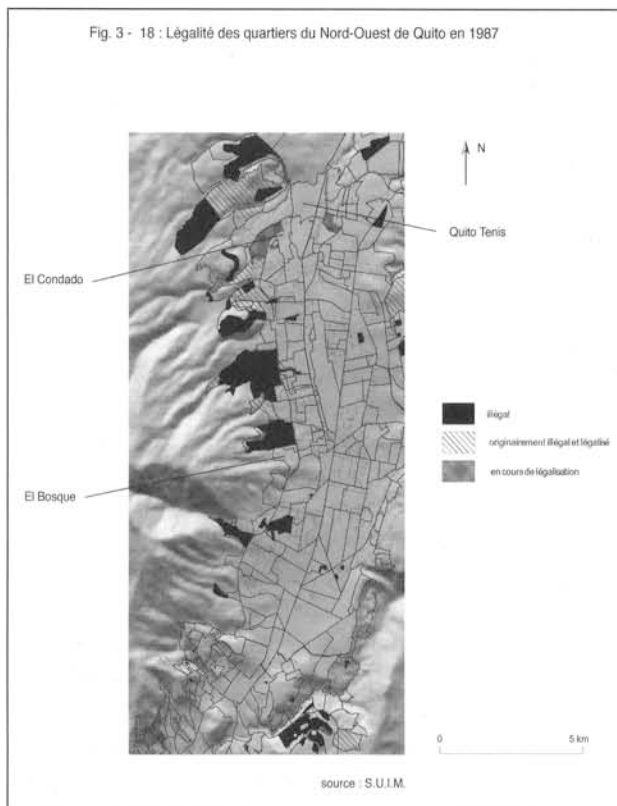
A partir du milieu des années soixante-dix, la presse proche des autorités dénonce constamment le processus d'urbanisation des versants qui fait fi de toute planification municipale. L'urbanisation est alors qualifiée « d'anarchique », de « désordonnée », de « spontanée », « d'imprévue » et « d'illégale » et la présence de « quartiers marginaux construits et développés sans planification préalable » est considérée comme le « problème le plus sérieux de la ville⁶ ». Les articles de presse dessinent un tableau dramatique de l'urbanisation des flancs du Pichincha : une nappe urbaine qui s'étend toujours plus vers les hauteurs du massif, détruisant inexorablement le bois, en toute illégalité, sans que les pouvoirs publics puissent maîtriser ce flux continu d'occupants. Cette occupation est perçue comme une véritable invasion maligne et destructrice, associée à la misère. La venue sur les versants de populations du sud, des taudis du centre ou de l'exode rural fait peur. Avec l'apparition de cabanes de bois et de tôle en périphérie de la ville, les versants deviennent alors une « ceinture de misère ou couronne de faubourgs de misère⁷ » et « les bidonvilles envahissent Quito ». Cette image n'est pas

sans rappeler la représentation de la menace de calamités naturelles (Gilbert, 1992 ; Douurlens, Vidal-Naquet, 1992) : la ville semble prise d'assaut par un agent externe et le ton incite à une réaction défensive. Ce qui semble poser problème dans la plupart des commentaires c'est l'existence même de ces quartiers « incrustés dans la montagne » qui sont autant de « foyers de pauvreté » et de « groupes marginaux de logements sans services vitaux » constituant un « incroyable monde de misère⁸ ». Le rejet de cette urbanisation est lié à des peurs sociales et sanitaires. Ce qui est dénoncé c'est bien l'urbanisation par des populations sans ressources et dans l'illégalité. Les préoccupations environnementales portent sur la déforestation et sur le manque de maîtrise du territoire urbain. L'environnement de qualité c'est la « nature » protégée, dans un paysage ordonné suivant les règles d'un bon goût pré-défini, avec le souci d'une sécurité pour laquelle la menace est autant naturelle que sociale. C'est pourquoi, la construction du quartier El Bosque, bien que polémique, ne représente pas de danger. Le débat autour du recensement des versants nord-occidentaux en 1998 correspond à une nouvelle dramatisation. Avant même la fin du recensement, la presse et des responsables municipaux font circuler des chiffres souvent fantaisistes justifiant la vision d'une urbanisation prédatrice. La presse signale ainsi le 25 octobre 1997 que « 150.000 habitants des versants nord-occidentaux vivent en danger », et le 20 décembre, que « 80.000 personnes sont installées sur les versants ». Le 12 mars 1998, la première évaluation communiquée fait état de « 100.000 habitants occupant un quart des versants [nord-occidentaux] ». Le 22 avril, le résultat officiel du recensement est publié : 72.000 habitants environ soit à peine 4,5% de la population urbaine de la capitale ! C'est donc moins le nombre d'habitants qui pose problème à l'autorité municipale que la nature et la localisation de cette occupation. Les installations illégales sont d'autant plus redoutées que les populations sont revendicatives. L'invasion de Atucuchu en 1988 sur des terrains du Ministère de la Santé en témoigne. En une nuit, des dizaines de familles se sont installées sur une vingtaine d'hectares, coupant les arbres, levant barrières et cabanes de fortune. Les quartiers issus de l'invasion ont eu des relais sur la scène politique locale : Segundo Aguilar, le meneur d'origine, fut candidat à diverses élections municipales. Son score est marginal mais sa participation témoigne des revendications de populations pauvres en recherche de logement. Après les élections de 1988, un groupe de pression seconstitue pour déloger les envahisseurs. Il est en

6. *Ultimas Noticias*, 13/03/1980

7. *Ultimas Noticias*, 20/01/76

8. *Ultimas Noticias*, 11/04/1980, 20/11/82, 01/01/83, 12/01/1980



particulier composé de la Fondation Natura (association écologiste proche de la municipalité), de la Fédération des Professionnels du tourisme (FEPROTUR) et des influentes associations d'architectes et d'ingénieurs. Le premier argument avancé est d'ordre écologique : selon eux, la destruction de la infiltration des eaux de pluie et à la recharge des nappes phréatiques et augmente la probabilité de forêt, consécutive à l'invasion, porte atteinte à coulées boueuses. Or, cet argument est douteux : la nature des sols est la même que dans le quartier El Bosque et l'instabilité des terrains y est inférieure ! En fait, cette mobilisation est d'autant plus forte que le quartier de Atucuchu est largement visible de tout le nord de la ville : compris entre 3000 et 3200 mètres, il domine les quartiers de l'aéroport et marque l'horizon pour tout regard depuis les étages supérieurs du centre moderne ou les hauteurs des quartiers huppés des versants orientaux. Il représente une sorte de furoncle dans le paysage de cette ville touristique, choquant tous ceux qui sont soucieux d'esthétique et d'ordonnement urbain (professionnels du tourisme, architectes). Cette visibilité est essentielle pour comprendre les politiques menées sur les versants. Toute la périphérie porte les traces d'une urbanisation non planifiée. C'est pourtant en grande partie sur ces versants que porte le débat sur le développement urbain. La différence tient en partie à la localisation des quartiers « marginaux ». Ailleurs, les quartiers illégaux dominent d'autres quartiers populaires, des industries ou des terrains vagues. Ces secteurs sont à peine visibles du Nord (figure 3). Il n'en va pas de même des occupations du nord-ouest : elles dominent les quartiers d'affaires et des classes moyennes.

Avec le déplacement des activités centrales vers le nord, le point de vue des acteurs influents s'est également déplacé vers le nord. Pour venir des centres résidentiels périurbains, trois des quatre entrées principales sont au nord. L'aéroport est au pied des versants du nord. Les hôtels tout comme l'activité commerçante et d'affaire se concentrent au centre et au nord. Tout cela explique que les étrangers, touristes ou cadres supérieurs aillent peu au sud et voient surtout les versants du nord.

Les occupants illégaux ont eux aussi intégré l'idée de développement durable. Ils participent ainsi à des ateliers d'études sur les risques d'origine naturelle. L'invasion de Itchimbia a tenté d'associer recherche de l'accès à la propriété et souci de l'environnement. Installés sur des terrains appartenant au Ministère de la Santé, plusieurs familles coordonnées par deux universitaires ont proclamé Itchimbia, « invasion écologique ». Alors que la municipalité voulait faire de cette zone dominant le centre historique un quartier d'accueil touristique, cette population en recherche de logement a transformé une décharge de gravats en jardin potager biologique et a équipé le quartier grâce à du matériel de récupération.

Une vision partielle et partielle

Alors que toute la population souhaite, à la mesure de ses moyens, transmettre à ses enfants un logement et le confort matériel qui l'accompagne, les responsables de la planification construisent pour la fraction la plus influente car la plus mondialisée un type de ville imité de celles des pays industrialisés et un patrimoine paysager identitaire à condition d'être préservé. Les préoccupations globales du développement durable servent alors leur discours : préservation de la qualité de l'air, lutte contre le risque d'origine naturelle. Mais les réponses données (maintien d'un bois anthropique, expropriation et inconstructibilité des versants) ne répondent pas au développement local durable : les vraies causes des risques environnementaux (l'occupation des secteurs aval et inondables, la constitution d'une « métropole » très peu dense multipliant les lotissements éloignés et destinés à une population motorisée) (Sierra, 2000) ne sont pas abordées et la question de l'accès au logement de la population pauvre n'est pas résolue. Tout en intégrant légalement la question du développement durable, les autorités locales n'en conservent qu'une vision partielle, la conservation d'un type de paysage et la maîtrise de la forme de la ville, et partielle, l'assimilation des quartiers illégaux à une destruction de l'environnement. Cependant, les pressions des quartiers populaires réunis au sein d'une fédération, l'influence d'ONG nationales et internationales relayant les préoccupations d'organisations internationales (ONU, Banque mondiale), le changement de municipalité dans un contexte de crise économique et la diffusion de

recherches en sciences sociales locales (Institut CIUDAD) permettent de multiplier les points de vue et d'éviter des décisions par trop unilatérales.

Alexis Sierra

RÉFÉRENCES

Archig (1986), « Le processus urbain de Quito », in Delaunay D, Portais M, Extraits du colloque organisé à l'occasion du 250ème anniversaire de la première mission géodésique en Equateur, vol. 2, Paris.

Camagni R, Gibelli M. (1997), *Développement urbain durable, Quatre métropoles européennes*, éd. Aube, Datar.

Carrion, (1992), *Ciudades y políticas urbanas*, éd. Ciudad-Codel, Quito.

Godard H. (1989), « Structure et dynamique des centres de Quito et Guayaquil », in Delaunay D, Portais M. *op. cité*.

Gomez N (1997), *Pasado y presente de la ciudad de Quito*, éd. Ediguías, Quito.

Jones-Odriozola G. et al., (1942), *Plan regulador de la ciudad de Quito*, Municipalité de Quito, Quito, 195 p.

Metzger P. (1996), *El medio ambiente urbano en Quito*, col. Quito Metropolitano, éd. DMQ, Quito.

Perrin JL, Fourcade B, Poulénard J, Richard Y, Sierra A.. (2000) « Quito face à un risque d'origine naturelle, les laves torrentielles », *Revue de géographie alpine*, Grenoble.

Sauvez M. (2001), *La ville et l'enjeu du développement durable*, rapport au ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, la documentation française.

Sierra A. (2000), *Gestion et enjeux des espaces urbains à risque d'origine naturelle, l'exemple des versants et des quebradas de Quito*, Equateur, thèse de doctorat, CRAG (ParisVIII) – LCA (IRD).

Sierra A. (2000), « Entre nature et société, une vision de l'identité géographique équatorienne », in Kingman Garces E, Sinardet E (coord.), *Compendio de historia general del Ecuador*, éd. FLACSO – IFEA, Quito.

Sierra A, Metzger P. (1997), « Dinamica de ocupacion y estructura de un espacio de riesgo : el ejemplo de la cuenca de la quebrada Rumihurcu », in Janeau JL, *informe sobre la cuenca de la Rumihurcu*, Orstom – EMAAP, Quito, 52 p.

Alexis Sierra, agrégé de géographie, membre de l'UR 29 de l'Institut de Recherche pour le Développement, a fait sa thèse de doctorat sur la gestion et les enjeux des espaces à risque en milieu urbain à travers l'exemple des versants et des quebradas de Quito en Equateur. Ses recherches portent sur les politiques publiques et l'environnement urbain. Il enseigne dans le secondaire.
<alexisierra2001@yahoo.fr>